

Janvier 2020

Tendances récentes : La croissance dans la région s'est ralentie pour atteindre, selon les estimations, 0,1 % en 2019, en grande partie à cause de la forte décélération observée en République islamique d'Iran, à la suite du durcissement des sanctions américaines, des tensions géopolitiques dans le détroit d'Ormuz et des revers diplomatiques. L'affaiblissement de la croissance mondiale a réduit la demande de pétrole et d'autres exportations, entravant ainsi davantage encore l'activité à l'échelle régionale.

L'investissement public a soutenu l'activité de certains pays exportateurs de pétrole, dont ceux du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Il a toutefois été insuffisant pour compenser la faiblesse de l'activité dans le secteur pétrolier.

La croissance a été plus stable dans les pays importateurs de pétrole. En Égypte, la plus grande économie de la sous-région, les exportations nettes et l'investissement ont continué de soutenir la croissance, en partie grâce à une orientation plus accommodante de la politique monétaire. Le tourisme continue de soutenir la croissance dans les pays importateurs de pétrole, notamment au Maroc et en Tunisie.

La production agricole a toutefois pesé sur l'activité au Maroc.

Perspectives : La croissance régionale devrait s'accélérer pour atteindre 2,4 % en 2020, en grande partie sous l'effet de la hausse des investissements, favorisée par les projets d'infrastructure du secteur public et l'amélioration du climat des affaires. L'économie iranienne devrait se stabiliser, en supposant que l'impact des sanctions s'atténue quelque peu. Malgré l'accélération prévue de la croissance, des problèmes perdurent, notamment les forts taux de chômage chez les jeunes et les femmes et les taux de pauvreté élevés dans certains pays.

Dans les pays exportateurs de pétrole, la croissance devrait s'accélérer pour atteindre 2 %. Les investissements dans les infrastructures et les réformes du climat des affaires stimulent la croissance dans les économies du Conseil de coopération du Golfe, où elle devrait atteindre 2,2 %. L'économie iranienne devrait se stabiliser après une année de contraction, à mesure que l'impact des sanctions diminue et que la production et les exportations de pétrole se stabilisent, tandis que la croissance de l'Algérie devrait atteindre 1,9 % à mesure que l'incertitude politique s'atténue et que l'investissement redémarre. Les investissements associés à la reconstruction et à l'assouplissement budgétaire devraient soutenir la croissance de l'Iraq. L'expansion des installations pétrolières et gazières devrait également soutenir l'activité de nombreux pays exportateurs de pétrole.

La croissance des économies importatrices de pétrole devrait atteindre 4,4 %. En Égypte, elle devrait s'élever à 5,8 % au cours de l'exercice 2020, grâce à la hausse continue de la consommation privée et de l'investissement. Les réformes politiques et la résilience du tourisme devraient stimuler la reprise de la croissance du Maroc et de la Tunisie, où elle devrait atteindre 3,5 et 2,2 %, respectivement, en 2020. Dans les petits pays importateurs de pétrole, la fragilité du secteur bancaire et le fort endettement public entravent fortement la croissance.

À moyen terme, les perspectives de croissance de la région dépendent de l'atténuation des conflits armés et de la maîtrise de leurs retombées régionales. Des réformes structurelles, visant notamment à renforcer la gestion budgétaire et à améliorer le climat d'investissement, sont en cours dans de nombreuses économies du CCG et d'autres pays.

Risques : Les risques comprennent les risques de longue date liés aux conflits géopolitiques, au rythme des réformes plus lent que prévu et à la volatilité des prix du pétrole, ainsi que les risques plus récents associés à la nouvelle aggravation des tensions commerciales mondiales.

Les risques géopolitiques ont sensiblement augmenté. L'incertitude quant au rythme des réformes assombrit également les perspectives de croissance de la région MENA, en particulier dans les économies hors CCG. En outre, une forte augmentation de la volatilité des prix du pétrole pourrait compliquer ou retarder les rééquilibrages budgétaires dans les pays exportateurs ou importateurs de pétrole. Elle pourrait retarder les programmes d'investissement dans les pays exportateurs et entraver les réformes des subventions dans les pays importateurs en augmentant l'incertitude associée aux futures sources de revenus et de recettes.

[Télécharger les Perspectives économiques mondiales](#)

Prévisions pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord

(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2017	2018	2019e	2020p	2021p	2022p
PIB aux prix du marché (USD 2010)						
Algérie	1,3	1,4	1,3	1,9	2,2	2,2
Bahreïn	3,8	2,2	2,0	2,1	2,4	2,4
Djibouti	5,1	5,5	7,2	7,5	8,0	8,4
Égypte	4,8	5,5	5,7	5,9	6,0	6,0
<i>Sur la base de l'exercice budgétaire</i>	4,2	5,3	5,6	5,8	6,0	6,0
Iran	3,8	-4,9	-8,7	0,0	1,0	1,0
Iraq	-2,5	-0,6	4,8	5,1	2,7	2,5
Jordanie	2,1	1,9	2,0	2,2	2,4	2,5
Koweït	-3,5	1,2	0,4	2,2	2,0	2,0
Liban	0,6	0,2	-0,2	0,3	0,4	0,5
Maroc	4,2	3,0	2,7	3,5	3,6	3,8
Oman	0,3	1,8	0,0	3,7	4,3	4,3
Qatar	1,6	1,5	0,5	1,5	3,2	3,2
Arabie saoudite	-0,7	2,4	0,4	1,9	2,2	2,4
Tunisie	1,8	2,5	1,6	2,2	2,6	2,6
Émirats arabes unis	0,5	1,7	1,8	2,6	3,0	3,0
Cisjordanie et Gaza	3,1	0,9	0,5	2,5	2,6	2,7

Source : Banque mondiale.

Note : e = estimation, p = prévision. Les prévisions de la Banque mondiale sont fréquemment actualisées en fonction des nouvelles informations et de l'évolution de la conjoncture (mondiale). Par conséquent, les projections présentées ici peuvent être différentes de celles mentionnées dans d'autres documents de la Banque, même si les évaluations de base des perspectives des pays ne diffèrent pas de façon significative à un moment donné.

[Website](#)

[Télécharger ces données](#)